

LE DÉCÈS D'UN ANCIEN PREMIER MINISTRE PROVINCIAL

ON DEMANDE SI LES DRAPEAUX SERONT EN BERNE LORS DES
FUNÉRAILLES OFFICIELLES DE M. RENÉ LÉVESQUE

Mme Carole Jacques (Montréal—Mercier): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le Québec étant affligé par la perte soudaine de l'homme exceptionnel qu'était M. René Lévesque, l'illustre défenseur de la langue française, à qui nous devons notre fierté d'être Québécois, j'aimerais donc savoir s'il peut assurer cette Chambre que les drapeaux seront en berne demain lors des funérailles officielles de M. Lévesque, afin de lui rendre un dernier hommage?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, oui, je peux vous l'assurer. Le premier ministre a personnellement demandé que les drapeaux de tous les immeubles du gouvernement fédéral soient mis en berne demain, jour des funérailles. La députée devrait également savoir que comme le veut la tradition, les drapeaux de tous les immeubles fédéraux de la province de Québec sont en berne.

Monsieur le Président, j'ai communiqué avec vous plus tôt ce matin pour vous demander que l'on observe un moment de silence demain, jour des funérailles de René Lévesque, par respect pour lui, pour la population du Québec et celle du Canada.

* * *

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADO-AMÉRICAIN—L'AVENIR
DES AGRICULTEURS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, je veux revenir au ministre de l'Agriculture. Il nous demandait de vérifier les faits et la réalité. Je lui rappellerai que lundi, son traducteur officiel, le ministre d'État, a eu l'occasion de voir la réalité et les faits vécus par les cultivateurs lorsqu'il a rencontré 1 800 cultivateurs à Victoriaville qui lui ont dit que leur avenir était en péril.

Voici ce que je demande au ministre de l'Agriculture: Pourquoi a-t-il toujours induit les cultivateurs en erreur en leur disant que l'agriculture ne serait jamais affectée et que maintenant, dans son entente, cela prend trois pages pour dire que ce ne sera pas affecté?

[Traduction]

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, les déclarations que l'on m'attribue sont tout à fait fausses. Voici une réponse que le député comprendra peut-être. Sans un accès assuré au marché américain, les producteurs de

Questions orales

porc canadiens, dont une forte proportion sont québécois, devront réduire leur production d'environ un tiers. Cela aurait des effets dévastateurs non seulement sur l'agriculture canadienne, mais aussi sur l'agriculture québécoise. Incidemment, le porte-parole des producteurs de porc appuie l'accord sans réserves.

Quant à la production de viande bovine qui occupe beaucoup de personnes au Québec et au Canada, elle devrait être réduite d'un tiers sans un accès au marché américain. Les conséquences seraient dévastatrices sur l'agriculture québécoise et canadienne.

Je peux assurer au député que nous souhaitons la croissance du secteur agro-alimentaire. Nous connaissons cette croissance grâce à l'accès assuré à un marché dix fois plus grand que le marché canadien.

[Français]

LES ÉLEVEURS DE PORC—LA SURTAXE DE 10 DOLLARS—LES
MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, le ministre de l'Agriculture tente de réinventer la roue. Les porcs canadiens vont déjà sur le marché américain, toute la nourriture canadienne, les animaux canadiens qui sont vendus... Son entente n'a rien réglé.

Je demande au ministre, qui parle des éleveurs de porc, ce que son entente a fait pour régler la surtaxe de 10 \$ la tête pour les éleveurs de porcs?

[Traduction]

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, se berce d'illusions quiconque pense que notre situation commerciale vis-à-vis les États-Unis au cours de la prochaine décennie va être la même que celle que nous avons connue depuis vingt ans.

Le député devrait nous féliciter de maintenir la gestion de l'approvisionnement: environ 74 p. 100 du secteur agricole de sa province y est sujet.

M. Lapierre: Et vous gâchez tout le système!

M. Wise: Il devrait nous féliciter de maintenir les supports de la gestion de l'approvisionnement. Il devrait aussi nous remercier d'assurer le droit futur des agriculteurs dans sa province et dans les neuf autres provinces de déterminer quel système de mise en marché répond le mieux à leurs besoins.

Au cas où les députés de l'opposition ne sauraient pas de quels supports je parle, laissez-moi leur dire...

Des voix: Règlement!

M. Wise: ... qu'il y a deux aspects. Nous verrons jusqu'à quel point ils sont intéressés.

Des voix: Oh, oh!

M. Wise: Ils ne sont pas intéressés.

Des voix: Bravo!